

**Le conseil de territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE**

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 47

Excusés : 20

Absents : 13

REUNION DU 26 JUIN 2024

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, le **MERCREDI VINGT-SIX JUIN** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **VINGT JUIN** **DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CHAVAROC Grégory, Mme de CARVALHO Virginie, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, Mme FAOUZI Hanane, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GODARD Jacques, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, M. MARAN Max, Mme MENDES Odette, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, M. TURBIAN Julien, Mme YOUSOUF Mélissa,

**AYANT
DONNE
POUVOIR A**

Mme de CARVALHO Virginie, Mme BRAIHIM Marwa, Mme ELSODY Arhella, M. CANNAROZZO Frank, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme MEKKI Chérifa, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BLANCHET Stéphane, M. RAMADIER Alain, Mme COLLET Marie-Claude, M. VAZ Micaël, M. MANGIN Anthony, M. ZANGRILLI François, M. JIAR Youssef, Mme YERRO Georges-Marie, M. GUYON Olivier, M. SAULIERE Gilles, M. BAILLON Jean-François, Mme JAOUANI Amel, M. SIBY Oussouf,

ABSENTS

M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEYER Karine, Mme SAGO Aïssa, Mme VALLETON Martine.

**SECRETAIRE
DE SEANCE**

Mme FILIPOVIC Biljana

DELIBERATION N°79 – FONCIER - DELEGATION A LA COMMUNE DE VILLEPINTE DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN ET DU DROIT DE PRIORITE DANS LES SECTEURS D'INTERET COMMUNAL

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Mme Farida ADLANI,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 5219-5 et L 5211-9,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L .210-1, L. 211-1 et suivants, L. 213-1 et suivants, L. 240-1 et suivants, R. 211-1 et suivants, R. 213-1 et suivants,

Vu la délibération n° 17 du conseil de territoire en date du 20 mars 2017 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité,

Vu la délibération n° 49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité ;

Vu la délibération n°56 du conseil de territoire du 11 juillet 2020 portant sur la délégation à la commune de Villepinte de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,

Vu la convention d'intervention foncière entre l'établissement public foncier d'Ile-de-France, la commune de Villepinte et l'établissement public territorial (EPT) Paris Terres d'Envol signée le 15 octobre 2022,

Considérant que le transfert de la compétence plan local d'urbanisme à l'établissement public territorial emporte automatiquement le transfert du droit de préemption urbain pour les périmètres qui avaient été précédemment arrêtés par les communes, sans que la présente délibération ne vienne les modifier,

Considérant que le droit de préemption urbain a été institué sur le territoire de la commune de Villepinte par la délibération du conseil de territoire du 11 juillet 2020,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240626-79-26-06-2024-DE
Date de télétransmission : 11/07/2024
Date de réception préfecture : 11/07/2024

Considérant que l'article L.213-3 du code de l'urbanisme permet au titulaire du droit de préemption urbain de déléguer son droit notamment à une collectivité locale sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le droit de préemption urbain,

Considérant que la nécessité de coordonner les actions en matière de droit de préemption urbain de l'établissement public territorial et des communes membres selon leurs compétences respectives implique que l'établissement public territorial délègue à ses communes membres l'exercice du droit de préemption urbain en dehors des secteurs présentant un intérêt territorial, dans lesquels il demeure compétent et en dehors des secteurs dans lesquels la commune de Villepinte avait antérieurement consenti des délégations de l'exercice du droit de préemption urbain,

Considérant que les périmètres de délégation du droit de préemption urbain ont évolué depuis la délibération n°56 du 11 juillet 2020 du conseil de territoire Paris Terres d'Envol,

Considérant que l'EPT est notamment compétent en matière d'aménagement du territoire, de planification, de développement économique et de politique de la ville dont les périmètres d'intervention constituent le socle des périmètres du droit de préemption d'intérêt territorial.

Considérant la nécessité d'actualiser les périmètres de droit de préemption urbain en fonction des compétences du territoire et des villes,

Considérant que la commune de Villepinte engage des études et projets réhabilitation sur deux secteurs commerciaux très dégradés situés aux Mousseux et autour de la place Pierre Bérégovoy afin de permettre la requalification urbaine de ces zones,

Considérant qu'il est observé une certaine dégradation et un manque de dynamisme des unités existantes sur ces deux zones car les terrains et bâtiments concernés sont pour la plupart rattachés à des copropriétés,

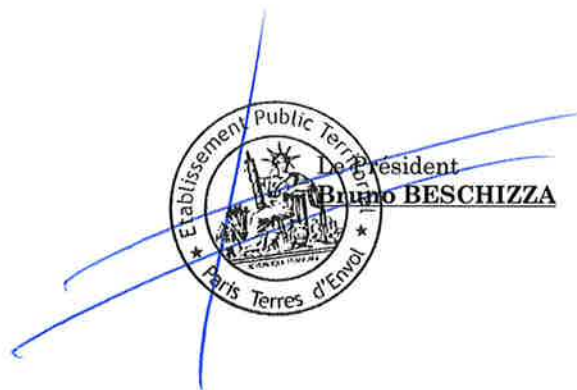
Considérant que sur le territoire de la commune de Villepinte les secteurs d'intérêt territorial et les secteurs d'intérêt communal sont identifiés dans la cartographie annexée à la présente délibération,

Après en avoir délibéré :

- **Approuve** de mettre en œuvre un droit de préemption renforcé d'intérêt territorial sur l'ensemble des périmètres tel qu'identifiés à la cartographie annexée à la présente délibération.
- **Délègue** l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité à la commune de Villepinte sur l'ensemble du territoire couvert par le droit de préemption urbain, à l'exception des secteurs d'intérêt territorial reportés dans la cartographie annexée à la présente délibération.
- **Approuve** d'instituer un droit de préemption renforcé délégué à la ville sur les deux secteurs des Mousseux, et de la place Bérégovoy tel que reporté dans la cartographie annexée à la présente délibération.
- **Confirme** l'ensemble des périmètres de délégation du droit de préemption urbain antérieurement consentis par l'EPT Paris Terres d'Envol et la commune de Villepinte tels que reportés dans la cartographie annexée à la présente délibération.
- **Précise** que la présente délibération sera affichée en mairie de Villepinte et au siège de l'EPT pendant un mois. Mention en sera insérée dans deux journaux diffusés dans le département. Par ailleurs, une copie de la délibération et de ses annexes sera adressée au directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près les tribunaux de grande instance dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux.
- **Précise** que le dispositif de la présente délibération sera transmis dans le mois, pour affichage, aux communes membres et sera publié dans un recueil des actes administratifs de l'EPT.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Adoptée à l'unanimité



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240626-79-26-06-2024-DE
Date de télétransmission : 11/07/2024
Date de réception préfecture : 11/07/2024